

**“Vous aurez le soutien
du Parlement européen
pour chercher des solutions
pour les migrants, pas pour
écouter de grands discours**

**écouter de grands discours
contre les migrants.”**

Guy Verhofstadt

Le chef du groupe libéral a dénoncé l'approche du chancelier autrichien sur les questions migratoires.

■ L'Autriche a pris la présidence tournante de l'Union, pour six mois.

La lutte contre “l'immigration illégale” est sa première priorité.

Un programme en ligne avec celui de la coalition entre conservateurs et l'extrême droite en place à Vienne.

Le chancelier Kurz se pose en “protecteur de l'Union” contre les migrants

Ambiance Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

Sebastian Kurz n'aurait pu rêver meilleur timing pour la présentation du programme de la présidence autrichienne de l'Union européenne ce mardi matin en séance plénière du Parlement européen, à Strasbourg. Moins d'une semaine après un sommet européen marqué par le durcissement des politiques migratoires, le chancelier a pu sereinement réaffirmer la première de ses priorités, à savoir “la sécurité et la lutte contre les migrations illégales”, en liant les deux concepts, ce qui est lourd de sens. “Notre devise sera : l'Europe qui protège”, a-t-il annoncé en promettant de se concentrer sur le renforcement des frontières extérieures de l'Union et la coopération avec les Etats tiers pour empêcher les candidats à l'émigration vers l'Europe de prendre la mer.

Le chancelier autrichien s'est présenté comme un “jeune” politicien de 31 ans pour qui “l'Union européenne est devenue une évidence” alors qu'elle “doit être un projet qu'il faut modifier et guider au jour le jour” particulière-

ment quand “tout change” sur la scène internationale. Deux autres priorités ont été définies, au-delà des questions migratoires et de sécurité : la numérisation de l'économie européenne et l'élargissement au pays des Balkans occidentaux. Sans compter, a-t-il rappelé, les négociations sur le cadre financier 2021-2027 et la dernière ligne droite avant le Brexit.

Le conservateur autrichien, en coalition avec le parti d'extrême droite FPÖ, a présenté un profil lisse de pro-européen et fait preuve d'une pondération à laquelle se sont rattachés les présidents de la Commission européenne et du Parlement européen, Jean-Claude Juncker et Antonio Tajani pour saluer le début de la présidence

autrichienne. Même si le premier a dit espérer qu’“il n'y aura pas que des escalopes viennoises dans nos assiettes mais aussi plein d'autres propositions attrayantes”.

Kurz secoué par les socialistes, les libéraux et les Verts

Dans l'hémicycle, les avis étaient plus partagés. Si Manfred Weber, président du groupe du Parti populaire européen (PPE) a exprimé tout son soutien à Sebastian Kurz lui-même situé à l'aile droite du PPE, il n'en a pas

été de même dans d'autres groupes politiques. Udo Bullmann, chef des socialistes et démocrates, a déploré une “réduction du projet européen” et “une politique de la peur”. Au nom des libéraux et démocrates, Guy Verhofstadt a dénoncé les “réponses simplistes” apportées à la “décision opportuniste d'un ministre de l'Intérieur italien” (le leader d'extrême droite Matteo Salvini), qui a créé le problème migratoire”, en interdisant l'accès des ports italiens aux bateaux des ONG qui ont secouru des migrants. Résultat la “crise politique actuelle qu'on impute aux migrants”, il a amèrement ironisé sur le seul consensus qui puisse apparaître actuellement en Europe : “Pas chez moi.” C'est-à-dire, ni dans la Bavière de Seehofer, ni dans

l'Autriche de Kurz, ni dans l'Italie de Salvini, ni dans la Hongrie d'Orban, etc. “Vous aurez le soutien du Parlement européen pour chercher des solutions pour les migrants, pas pour écouter de grands discours contre les migrants”, a conclu le Belge.

L'état d'esprit est le même chez les Verts dont le coprésident Philippe Lamberts a dénoncé une manœuvre destinée à “concentrer les opinions publiques sur une question qui n'est pas au centre des préoccupations des citoyens”. Il en fallait plus pour émouvoir Sebastian Kurz qui a eu beau jeu de répondre que les priorités de la présidence autrichienne “correspondaient aux décisions du sommet européen de la semaine dernière”.

“En Autriche, il n’y a pas de diabolisation de l’extrême droite”

Entretien Sabine Verhest

France sous Nicolas Sarkozy.

La présidence autrichienne est nimbée d’inquiétude liée à la présence de l’extrême droite au gouvernement. Jérôme Segal, maître de conférences franco-autrichien à la Sorbonne et chercheur à Vienne, analyse l’impact du Parti de la liberté (FPÖ) sur l’Autriche et l’Union européenne.

De quelle manière le FPÖ risque-t-il d’impri-mer sa marque durant ces six prochains mois ?

Le sujet principal est bien sûr l’asile et l’immigration. D’un côté, on a les réfugiés qui peuvent prouver qu’ils sont en situation de danger dans leur pays; de l’autre, des migrants qui viennent pour des raisons économiques. La droite et l’extrême droite ont tendance à fusionner ces deux catégories pour les considérer comme de l’immigration illégale – un sommet est même prévu à Salzbourg en septembre sur le sujet. Assimiler automatiquement toute personne venant d’Afrique ou du Moyen-Orient à un migrant illégal est une manière pour cette présidence de marquer les esprits.

Pourquoi ne s’émeut-on plus, comme en 2000 lorsque le conservateur Wolfgang Schüssel avait formé une coalition avec le leader du FPÖ Jorg Haider ?

L’Union européenne n’a pas les moyens de s’émouvoir outre mesure du gouvernement autrichien actuel. Regardez la carte de l’Europe et le nombre de pays qui ont des positions extrêmement conservatrices, voire relevant de l’extrême droite. Il n’est plus possible de faire un cas de l’Autriche aujourd’hui, alors que l’on a laissé passer le reste. Qui plus est, le Parti populaire européen n’a jamais rien eu à redire contre la politique menée par Viktor Orban en Hongrie, alors que son parti, le Fidesz, a repris des éléments du programme du Jobbik. En Autriche, il n’y a pas non plus de grande différence entre la position de Sebastian Kurz et le FPÖ. Le véritable danger n’est pas tant l’arrivée de l’extrême droite au pouvoir dans différents pays que le fait que des partis dits modérés reprennent des idées de l’extrême droite, comme on l’a vécu en

Le FPÖ d’aujourd’hui est plus radical que celui de Jorg Haider. En quoi représente-t-il une réelle menace ?

La plupart de ses cadres, députés et ministres sont membres de corporations pan-germanistes, les “Burschenschaften”, avec des néonazis, des négationnistes et des membres de l’extrême droite. Ils se réunissent au bal qui a lieu le dernier vendredi de janvier de chaque année, l’“Akademikerball”, où l’on peut croiser des gens comme Geert Wilders ou Marine Le Pen, et parfois des personnes condamnées pour propos négationnistes. Une de ces corporations, Olympia, fondée au XIX^e siècle, avait invité un chansonnier dont les paroles étaient : “Avec six millions, on commence seulement à s’amuser, jusqu’à six millions les fours restent allumés [...] on a assez de Zyklon B [...] avec six millions de Juifs c’est loin d’être fini.”

Dans certaines corporations, on pratique la “Mensur”, ce rite initiatique à l’épée visant à ce que le nouveau membre porte à vie une balafre sur le visage ou le crâne témoignant de son courage au combat (on distingue de ce fait les corporations “frappantes” des “non frappantes”). De nombreux cadres du FPÖ portent une cicatrice au visage... Qu’il s’agisse d’Olympia, célèbre pour avoir invité de nombreux négationnistes et néonazis, Albia, Libertas ou Moldavia, ces corporations frappantes sont réservées aux hommes et ont introduit en 1897 un “paragraphe aryen” interdisant aux Juifs d’en être membres.

Ces gens-là sont maintenant au cœur du pouvoir, à la tête des ministères de l’Intérieur avec Herbert Kickl et de la Défense avec Mario Kunasek. La ministre des Affaires étrangères Karin Kneissl n’est pas membre du parti, elle n’est pas aussi ex-

trémiste que les deux autres, mais elle a été proposée à ce poste par le FPÖ.

trême droite. Norbert Hofer est, lui aussi, membre d'une corporation. C'est lui qui a fait remettre le pangermanisme dans le programme du parti en 2011.

On connaissait bien le flamboyant Jorg Haider. On connaît moins les Hans-Christian Strache ou Norbert Hofer aujourd'hui. Qui est l'éminence grise du FPÖ?

Norbert Hofer, le ministre des Infrastructures et de la Fonction publique, qui avait été candidat à la présidence en 2016. Je rappelle que l'Autriche est le seul pays d'Europe à avoir donné 46,2 % à l'extrême droite au deuxième tour d'une élection présidentielle. Ce n'est jamais arrivé dans l'histoire de l'Europe, même pas dans les années 30 avec Hitler.

Le candidat opposé à Norbert Hofer, Alexander Van der Bellen, était un gentil papy présenté par les écologistes. Il n'y avait vraiment pas de raison de ne pas voter pour lui, sauf à épouser les idées d'ex-

Comment expliquer que les sociaux-démocrates se soient alliés avec l'extrême droite également?

Il n'y a pas du tout de cordon sanitaire en Autriche. Dans les années 80, Jorg Haider était à la tête de la Carinthie avec l'aide des sociaux-démocrates déjà. Le grand chancelier Bruno Kreisky, social-démocrate, Juif, exilé en Suède pendant la guerre, avait trois ministres FPÖ dont un ancien SS, Friedrich Peter. A l'époque, le FPÖ, qui avait été créé par d'anciens nazis en 1955, s'était orienté vers une forme de libéralisme avant de revenir à l'extrême droite dans les années 80. Aujourd'hui, il est au pouvoir avec les sociaux-démocrates dans le Burgenland et avec les conservateurs en Haute-Autriche. Dans ce pays, on cultive le compromis et on discute beaucoup, y compris avec l'extrême droite. Il n'y a pas de diabolisation.